

Les pensions, les salaires, les impôts

[Jean Robert](#) / Retraité, ancien ingénieur commercial | Le 14/09 à 17:08

Lorsque l'on regarde notre passé sur 40 ou 50 ans, l'organisation de nos systèmes de rémunération en activité comme en retraite n'a pas été bouleversée. L'impôt non plus. Seuls les chiffres ont changé.

Depuis quelques décennies tous les gouvernements successifs parlent de réformer les retraites. Les régimes sont si nombreux, si complexes, que l'on n'ose pas les remettre en cause. Le sujet est tellement explosif que chacun repasse l'affaire au gouvernement suivant. On emploie le mot réforme. En réalité, personne n'a jamais réformé. Le terme de réforme implique l'idée de modifications profondes.

Michel Rocard, dans un livre, a alerté, mais rien n'a été modifié fondamentalement. Il y a une règle que les gouvernements s'imposent : ne pas toucher aux plus forts, à ceux qui tiennent le pays politiquement, ou économiquement, la peur les paralyse.

Des "intouchables à vie"

En premier lieu, ce sont les élus nationaux. Les députés, les sénateurs. Ils ont de bons revenus, des avantages confortables et cotisent pour leur retraite. Ils sont, comme tous les fonctionnaires payés par le Trésor public, c'est donc le contribuable qui les a en charge toute leur vie, cotisations et retraites comprises.

Ils sont hauts fonctionnaires, correctement rétribués. Eux aussi sont également assurés d'une retraite confortable. Il y a les plus connus, les "régimes spéciaux" à savoir SNCF, RATP, EDF et bien d'autres auxquels on ne touche pas à cause de leur pouvoir de nuisance : la menace de grèves aux conséquences économiques insupportables.

Les politiques

Ils ont, eux, un "régime d'activité spécial", comme d'autres ont un "régime de retraite spécial" leur rémunération est complexe et avantageuse. En réalité, cette classe politique bloque toute action de réforme. Son coût en activité est très élevé. On ne peut donc rien faire pour aller vers une unification des multiples régimes de retraite sans remettre en cause la rémunération très particulière des politiques. Ils sont contre le changement et font la loi. Leur attitude conforte et protège l'idée de l'existence des systèmes dérogatoires. Il est nécessaire de faire d'autorité le ménage dans les lignes de leurs feuilles de paie.

Les régimes spéciaux et les fonctionnaires

Ils ont une pension de retraite basée sur la moyenne des 6 derniers mois de salaire. Ils n'ont pas de période de chômage. Si le salaire n'augmente pas, au moins sont-ils assurés d'une retraite qui ne baissera pas.

Le secteur privé

Il est très vulnérable. Outre le mode de calcul de sa retraite calculée sur 25 ans, avec souvent des périodes de chômage partiel ou total, il y a le déficit de l'AGIRC-ARRCO. Ce déficit ne peut pas se résorber sans une réduction du chômage. Une baisse sensible des retraites sera sans doute décidée en 2015 ou en 2016.

Alors que l'on parle d'économie et de justice sociale, il serait de bon ton de réduire certaines rémunérations dans le public, mais aussi dans le privé. Bâtir un système de retraite à point valable pour tout le monde ne serait que sagesse.

Il est vrai que les salariés ne sont pas la seule catégorie sociale à examiner : certains [PDG](#) ont des rémunérations scandaleuses. Il faut bien avoir à l'esprit que si l'on ne se dirige pas vers plus de justice dans les rémunérations du travail comme de la retraite, nous irons vers des conflits graves. Plafonner les retraites et les salaires : une idée à creuser.

Les impôts

Dans ce domaine, nous n'avons pas fait évoluer les principes non plus. Nous ne touchons qu'un foyer fiscal sur deux. Cette proportion n'est plus tenable, car les charges de l'État ne font que croître, la pression fiscale est sur la classe moyenne. C'est une injustice et une erreur économique.

Il convient de revoir l'assiette de l'impôt. Chacun doit contribuer au fonctionnement de la nation en proportion de son revenu. Si l'impôt sur le revenu était réparti sur l'ensemble des Français, il n'y aurait pas de catégorie surchargée. Cette méthode éviterait les effets de seuil, toujours injustes, et libérerait le pouvoir d'achat.